

Subsides

Je ne veux pas dire que le budget est parfait ou totalement imparfait. Je pense qu'on aurait pu faire beaucoup plus dans le budget pour les personnes âgées, non sur le plan financier, mais sur celui du logement. A mon avis, l'un des faits les plus tristes de notre pays, c'est que les personnes âgées ne savent pas où aller lorsqu'elles ont 65 ans. Les malades chroniques sont dans une situation difficile. Je sais que, dans une localité comme la mienne, il n'y a qu'un seul foyer convenable pour vieillards construit avec l'aide du gouvernement fédéral.

• (2030)

Une voix: Votre parti forme le gouvernement depuis dix ans.

M. Mackasey: Oui, et il a fait davantage en dix ans que votre parti n'a jamais fait. Si vous voulez que j'abandonne la discussion sur le budget et que je prenne parti, j'y consens. Votre parti n'avait aucun régime d'assurance-chômage convenable, aucun régime d'assistance publique du Canada, ni aucune des mesures actuelles pour lutter contre le chômage. Aussi, si j'étais à votre place, la dernière chose que je ferais serait d'entamer une discussion qui entraînerait quelqu'un comme moi à aborder cette question. Cependant, je suis prêt à le faire.

Je suis content de prendre la parole sur la motion qui sera mise aux voix sous peu. Ce que je veux dire aux membres du Nouveau parti démocratique, c'est que la question des amortissements accélérés et celle de la diminution d'impôt sur le revenu des sociétés sont insignifiantes à la lumière des événements qui se sont produits depuis le mois de mai 1972. Avant que nous réalisions ces deux objectifs, une année entière se sera écoulée, une année riche en événements.

Nos recettes sont plus fortes qu'on ne le prévoyait, je dois l'admettre, mais il est difficile de prévoir avec certitude le produit de l'impôt sur les gains en capital et ainsi de suite. Je crois que le Nouveau parti démocratique s'est trompé de cheval de bataille. Je ne considérerais certes pas une défaite à la Chambre des communes sur ces deux questions comme un vote de confiance. Je crois que le gouvernement devrait bientôt présenter ces mesures; si elles aboutissaient à notre défaite, l'opposition pourrait alors décider de présenter une motion de censure. Toutefois, les tentatives de l'opposition aujourd'hui pour présenter de nouveau ces mesures et le budget comme des questions distinctes mais indivisibles, ce qui fait vraiment l'objet de la motion, font paraître l'amortissement accéléré et l'impôt sur le revenu des sociétés très insignifiants par rapport à l'ensemble des modifications budgétaires qui ont été présentées il y a moins d'un mois.

Il reste énormément de travail à faire dans notre pays. Je crois que nous le comprenons tous. Notre industrie de fabrication a besoin de tout l'encouragement que le gouvernement actuel ou ses successeurs pourront lui prodiguer. Par exemple, l'amortissement accéléré devrait sous-tendre une certaine obligation morale de la part de la

[M. Mackasey.]

personne qui en profite de consulter au moins les intéressés. Aux termes de la loi fédérale, lorsqu'on introduit une machine, si l'amortissement accéléré a pour effet de toucher la vie des gens au point de réduire la main-d'œuvre, alors on devrait être tenu de négocier l'effet prévu. Ce genre d'obligation aurait pu être relié, il me semble, à l'amortissement accéléré de sorte que les compagnies qui veulent profiter de ces dispositions soient tenues moralement, si cela devait entraîner des bouleversements à brève échéance, malgré un accroissement du chiffre d'affaires à l'avenir, de s'assurer que les travailleurs touchés sont bien traités: départ volontaire, pension, etc.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre.

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté attentivement et avec un vif intérêt les commentaires du député de Vancouver-Sud (M. Fraser). Il a dit une chose qui, à mon avis, est certainement la clef de ce débat. Étant un nouveau député, je suppose qu'il essayait de résoudre les choses de son propre point de vue. Cependant, il devrait réfléchir à ce qu'il a dit. Il a dit que le gouvernement peut, d'une certaine façon, avoir la confiance de la Chambre mais qu'il n'a pas la confiance du pays. J'ajouterai à cela qu'aucun de nous n'a la confiance du pays et que ce qui se passe dans notre pays n'y changera rien. N'allons pas nous leurrer à cet égard. Il est vrai que les dernières élections n'ont pas donné de mandat aux libéraux. Cependant, elles n'en ont pas donné aux conservateurs, non plus qu'au Nouveau parti démocratique. Nous sommes tous là à essayer de faire marcher le Parlement dans des circonstances particulières. Lorsque nous devons faire face aux élections, si jamais cela arrive, les Canadiens regarderont ce qui s'est passé dans cette foire.

Une voix: Vous devriez avoir honte.

M. Saltsman: Si je parle de foire, c'est que l'on joue à beaucoup de jeux ici. Je ne suis pas assez naïf pour penser comme un député qui a dit que nous faisons du Parlement une arène politique. Notre Parlement est une arène politique, mais c'est également bien d'autres choses. Bon nombre d'entre nous qui sont ici depuis longtemps comprennent que la politique joue un rôle légitime, mais nous savons également qu'à certains moments, tous les partis politiques doivent collaborer afin que le Parlement continue de fonctionner, et doivent penser à ce qui est bon pour le pays et au maintien de certaines politiques. Qui-conque parmi nous veut se donner la peine de consulter ses commettants, constatera l'incertitude des gens qui observent le Parlement afin de voir ce qui va arriver. Ils savent à quel point la situation est difficile. Ils savent qu'il y a un gouvernement minoritaire et une opposition conservatrice plus forte qui veut d'autres élections. Ils savent que nous sommes dans une situation difficile. Je suis très franc à ce sujet. Notre position à la Chambre est très difficile.

M. Alexander: Vous êtes loin d'être sincère. Vous devriez avoir honte.